

COP29 : la Suisse face à sa responsabilité climatique

Lausanne, le 4 novembre 2024 – Afin d’aborder les enjeux climatiques de manière appropriée, des mesures concrètes doivent être prises lors de la 29^e conférence annuelle de l’ONU sur le climat qui se tiendra à Bakou, en Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024. Action de Carême identifie trois domaines clés qui devraient être traités en priorité : la mise en place de règles claires pour le financement climatique, l’application effective de la sortie des énergies fossiles décidée lors de la COP28, ainsi que l’adoption d’objectifs ambitieux au niveau national.

Lors de la COP28 à Dubaï, les pays se sont entendus sur la nécessité de sortir progressivement des énergies fossiles, qui sont responsables d’environ 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Cette décision doit désormais se concrétiser par une accélération de la transition énergétique et cela nécessite des investissements de plusieurs milliards à l’échelle mondiale. À ce sujet, David Knecht, co-responsable Énergie et justice climatique chez Action de Carême, estime que : « Le succès de la COP29 se mesurera à la hauteur des efforts déployés par les États pour contribuer à l’abandon des combustibles fossiles au niveau mondial. À cet égard, les pays riches comme la Suisse ont une responsabilité particulière. Une transition énergétique rapide est essentielle pour protéger les populations les plus vulnérables, particulièrement exposées aux impacts de la crise climatique. Dans ce contexte, la transition doit être perçue comme une opportunité, voire un moteur de développement pour les communautés rurales à travers le monde. »

Des objectifs climatiques ambitieux s’imposent

L’an dernier, les pays ont réalisé un bilan mondial (Global Stocktake) sur la mise en œuvre des objectifs climatiques de l’Accord de Paris. Celui-ci a montré que les efforts collectifs sont encore insuffisants pour atteindre, à l’horizon 2050, les objectifs fixés en 2015. À la COP29, les premiers États annonceront leurs nouveaux objectifs climatiques nationaux, appelés Contributions déterminées au niveau national (CDN). Cette étape est cruciale pour fixer un niveau d’ambition élevé aux yeux des autres pays, qui devront soumettre leurs CDN d’ici 2025. Ces objectifs devront indiquer avec précision la manière par laquelle les pays industrialisés entendent sortir des énergies fossiles et promouvoir les énergies renouvelables.

Les financements doivent être employés dans l’intérêt des plus vulnérables

Pour lutter contre la crise climatique, il est également nécessaire que les populations et les régions qui ont peu de ressources, tout en étant plus frappées que la moyenne par les conséquences des changements climatiques, reçoivent des financements pour s’adapter au réchauffement planétaire.

La COP29 en Azerbaïdjan a justement pour but de définir un nouvel objectif de financement climatique. Bettina Dürr, co-responsable Énergie et justice climatique chez Action de Carême est formelle : « Il est primordial que le financement climatique s’oriente vers les besoins réels

et que les fonds soient employés dans l'intérêt des personnes les plus touchées par la crise climatique. » Un groupe d'expert·e·s des Nations Unies estime à 2400 milliards de dollars par an les besoins des pays en développement pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les ressources financières existent, mais ces fonds supplémentaires doivent être alloués dans le cadre d'une coordination globale. Nous attendons donc que la Suisse s'engage de manière proactive pour soutenir de telles initiatives à l'échelle mondiale, y compris en dehors des négociations sur le climat.

Action de Carême à la COP29

Dès le 5 novembre, une délégation d'Action de Carême entamera son voyage en direction de Bakou – en grande partie en train et en bus – dans l'objectif de promouvoir la justice climatique et contribuer ainsi à éliminer la faim dans le monde. Bettina Dürr et David Knecht, nos expert·e·s dans ce domaine, seront accompagné·e·s de plusieurs membres de nos organisations partenaires au Brésil, en Colombie et aux Philippines. À travers leurs témoignages, ces personnes feront entendre les voix des communautés déjà gravement impactées par les effets de la crise climatique. Notre collaboratrice et notre collaborateur seront disponibles pour des interviews pendant le voyage, sous réserve de la qualité de la connexion.

Contacts des personnes à la COP29 :

- **David Knecht**, co-responsable du programme Énergie et justice climatique, Action de Carême, knecht@fastenaktion.ch, +41 76 436 59 86
 - Contribution déterminée au niveau national (CDN) 3.0
 - Atténuation (Mitigation)
 - Marchés du carbone
- **Bettina Dürr**, co-responsable du programme Énergie et justice climatique, Action de Carême, duerr@fastenaktion.ch, +41 79 745 43 53
 - Financement climatique
 - Bilan mondial (Global Stocktake)

L'engagement d'Action de Carême pour la justice climatique

Le réchauffement climatique, qui s'intensifie depuis plusieurs décennies, constitue un défi mondial majeur, notamment pour les populations les plus vulnérables, qui en subissent les effets les plus graves alors qu'elles n'y ont que très peu contribué. Afin de les soutenir, Action de Carême s'engage pour renforcer la justice climatique. Nous pensons que les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, dont la Suisse fait partie, doivent réduire drastiquement leurs émissions tout en assumant pleinement la responsabilité des impacts environnementaux et sociaux qu'ils ont causés. C'est pourquoi, en matière de politique climatique, nous plaidons pour des mesures ambitieuses et équitables, et agissons pour limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C. Pour atteindre cet objectif, il est indispensable que les pays atteignent la neutralité carbone d'ici 2050.

La vision d'Action de Carême est celle d'un monde juste et sans faim. À travers nos projets, nous renforçons la résilience des communautés directement impactées face aux catastrophes naturelles et leur permettons d'améliorer durablement leurs conditions de vie. Cela contribue également à atténuer les tensions sociales, favorisant ainsi la stabilité internationale et limitant les migrations forcées.